



CERTAINS D'ENTRES VOUS FÉLICITENT LE CFSI DE TRAVAILLER AVEC LES ORGANISATIONS LOCALES DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT. ILS NOUS INTERROGENT AUSSI SUR LE FONCTIONNEMENT DE CES ORGANISATIONS.

VOICI L'EXEMPLE DU CONGO, OÙ 60 ASSOCIATIONS ONT RÉDIGÉ UN GUIDE DES « BONNES PRATIQUES ASSOCIATIVES À RESPECTER ».

POUR VOUS PERMETTRE D'EN SAVOIR PLUS, DELPHINE ARNOULD, RESPONSABLE PROGRAMME, RÉPOND À VOS QUESTIONS.

Qui a produit ce guide ?

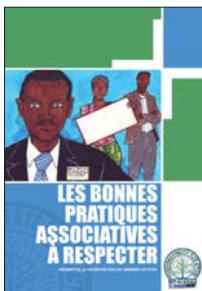
Près d'une soixantaine d'associations congolaises, membres du Programme concerté pluri-acteurs Congo, ont participé à la rédaction du guide. Leur volonté était de s'assurer du respect des règles et des obligations qui incombent aux associations. En particulier elles se sont intéressées à trois principes importants : le fonctionnement démocratique de leurs instances, l'efficacité de leurs actions sur le terrain et la transparence vis-à-vis de leurs membres et bénéficiaires.

Quels en sont les points forts ?

La difficulté de l'exercice était de ne pas se contenter d'une simple liste de grands principes et de règles. Au contraire, il s'agissait de produire un document pratique, basé sur des expériences vécues par les associations. Le défi a été relevé.

Comment va-t-il être utilisé ?

Initialement, ce guide n'avait vocation qu'à être diffusé auprès des associations membres du programme. Mais les associations ont souhaité la mise en place de formations techniques à la gestion administrative et financière ou sur la manière de faire vivre les instances de décision (bureau, assemblée générale). La Ministre congolaise des Affaires sociales soutient très fortement le programme et en a écrit la préface. Elle le considère comme un guide pratique précieux et appelle tous les responsables associatifs du pays à l'utiliser comme un véritable outil de travail au quotidien.



Le Courrier du CFSI

mai 2012

AVEC LE CFSI

- VOUS LUTTEZ CONTRE LA FAIM ET LA PAUVRETÉ en offrant à des familles les moyens de devenir autonomes.
- VOUS PRIVILÉGIEZ UN TRAVAIL SUR LA DURÉE avec des associations locales, proches des besoins des populations.
- VOUS PERMETTEZ À CES ASSOCIATIONS LOCALES DE PARTICIPER pleinement au développement de leur pays ou de leur région.

Depuis plus de 50 ans, le CFSI soutient des actions réalisées par les organisations locales des pays en développement. Il mobilise à cet effet l'expérience et la compétence d'ONG françaises spécialisées en agriculture, élevage, artisanat, etc.



RÉPUBLIQUE DU CONGO :
CHRONIQUE D'UNE
CATASTROPHE MÉCONNUE

CAMEROUN, RÉPUBLIQUE
CENTRAFRICAINE, TCHAD :
QUAND L'AVENIR DE LA
JEUNESSE PASSE PAR LA
FORMATION AGRICOLE

VOS QUESTIONS,
NOS RÉPONSES : LES BONNES
PRATIQUES ASSOCIATIVES DE
NOS PARTENAIRES





CHRONIQUE D'UNE CATASTROPHE MÉCONNUE

PAR JEAN-LOUIS VIELAJUS,
DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL DU CFSI

Il est 8 heures du matin ce dimanche 4 mars 2012 à Brazzaville, capitale de la République du Congo. La ville finit de se réveiller en ce jour de repos. Soudain, une très forte explosion fait trembler les murs des maisons, suivie à quelques minutes d'une seconde, puis d'une troisième explosion de plus en plus forte. Encore un moment et dans un bruit assourdissant, un énorme nuage de fumée envahit le ciel. Les événements se déroulent à moins de deux kilomètres.

La rue est soudain pleine de monde. Des hommes, des femmes et des enfants fuient le lieu des explosions. Nous interrogeons les passants et finissons par apprendre ce qui s'est passé : une importante réserve de munitions, stockées dans un camp militaire à la sortie de la ville, a explosé.

La catastrophe s'est déroulée dans le quartier de Mpila. L'habitat y est dense et se prolonge jusqu'à la caserne militaire. Le quartier n'est plus qu'un champ de ruines.

Près de 300 morts seront retrouvés dans les décombres, des milliers de blessés acheminés vers l'hôpital et les centres de secours, où le personnel médical est dépassé, le matériel et les médicaments insuffisants.

Ce dimanche-là, une centaine d'associations congolaises et françaises devaient entamer une rencontre de trois jours pour faire le bilan du programme d'action collective mis en œuvre sous la responsabilité du CFSI. La situation a bien sûr conduit à modifier les priorités. De nombreux représentants des associations congolaises présentes ont porté secours aux blessés, relogé des familles, réconforté les habitants qui avaient perdu leur logement ou leur atelier professionnel. Ce n'est que le mercredi que nos associations ont pu se retrouver pour un très rapide bilan du programme en cours. Mais ce jour-là, toutes les associations ont décidé de consacrer les ressources financières disponibles pour mener en priorité des actions au service de la population de Mpila.

Cette catastrophe n'a pas fait « sensation » en Europe. Mais elle a mobilisé les associations congolaises et leurs partenaires français à la hauteur de l'émotion collective ressentie face aux dégâts humains et matériels causés par des munitions imprudemment stockées dans un quartier dense de Brazzaville.



© PCFA CONGO

Cameroun, République Centrafricaine, Tchad

QUAND L'AVENIR DE LA JEUNESSE PASSE PAR LA FORMATION AGRICOLE ET RURALE



© MFR

Le Cameroun, la République Centrafricaine (RCA) et le Tchad sont des pays très pauvres. Une grande partie de la population ne vit qu'avec moins de un euro par jour. Au Tchad, 73 % de la population habite en milieu rural, 61 % en RCA et 42 % au Cameroun. Dans les campagnes, les conditions de vie sont très dures. L'électricité est rare, l'accès aux soins de santé comme à l'éducation reste limité. 1 jeune sur 2 arrête l'école avant la fin du cycle primaire et n'a guère de projet. Pour eux, l'avenir est synonyme d'une vie à la campagne sans argent ou d'un exode vers la ville pour trouver un travail mal payé et voire plus souvent être au chômage.

Depuis de nombreuses années, les responsables des MFR (Maisons Familiales Rurales) de ces pays parient sur le potentiel de la jeunesse. Seules, ou en partenariat avec leurs homologues français d'Auvergne, de Charente ou encore de Franche Comté, **les MFR ont démontré qu'avec très peu de moyens, la formation des jeunes en milieu rural était porteuse d'avenir. En 2010, dans chacun de ces pays, plus de 100 jeunes ont eu accès à une formation en élevage, en agriculture ou artisanat.** Mieux formés, ils peuvent envisager de gagner leur vie dans des métiers agricoles et ruraux.

Pour que ces expériences se généralisent, les MFR ont décidé de s'unir et de travailler en partenariat avec l'Union Nationale des Maisons Familiales Rurales d'Éducation et d'Orientation, membre du CFSI. **D'ici 2013, elles ont pour objectif une reconnaissance officielle de leur formation et d'augmenter le nombre de jeunes en apprentissage.**

Ainsi, par cette action, elles agissent pour que les campagnes deviennent des espaces de vie qui répondent aux aspirations de tous.

Ce projet s'inscrit dans le cadre du programme société civile et participation. Pour le mener à bien, le CFSI mobilise 42 000 euros sur 18 mois.

Les jeunes de la MFR de Maïbo-Mbaye, au Tchad.



© MFR